

# Collectif "Pas touche au Livret A"

Intersyndicale du secteur semi-public économique et financier : CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS (CFDT, CGT, FO) - CAISSES D'ÉPARGNE (CFDT, CGT, SUD, FO) - LA POSTE (FEDERATION SUD PTT) - IXIS (CGT) - CAISSE NATIONALE DE PREVOYANCE (CGT) - BANQUE PALATINE (CGT) - CREDIT FONCIER (CFDT, CFE/CGC, CGT, FO, SUD) - BANQUE DE FRANCE (CFDT, CGT, FO, SIC, SNABF SOLIDAIRES) - IEDOM ET IEOM (CGT) - AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (CFDT, CGT) - OSEO (CGT) - UBIFRANCE (CGT) - NATEXIS BANQUES POPULAIRES (CGT) et AC !! - AC le feu - ANECR - APEIS - ATTAC - AITEC.IPAM - AutreMonde - CGT Crédit Lyonnais Ile de France - Collectifs Anti Libéraux - Collectif LBO - Collectif SDF Alsace - Confédération Paysanne - Coordination Anti Démolition des Quartiers Populaires - Comité des Sans Logis (CDSL) - Confédération Nationale du Logement (CNL) - Droit au Logement (DAL) - Droits Devant !! - Fédération CGT Finances - Fédération Nationale des Collectifs de Défense des Services Publics - Euromarches - Fondation Copernic - FSU - Indecosa/CGT - Jeudi Noir - Ligue des Droits de l'Homme (LDH) - Ministère de la Crise du Logement - Mouvement National des Chômeurs et Précaires - Réseau Alerte Inégalités - Résistance Sociale - SNP-FO - SNUP-CDC - UNEF - Union Syndicale Solidaires

*Communiqué du 11 mars 2008*

## **LIVRET A : Le Parlement ouvertement bafoué !!**

La Cour des Comptes vient de produire, en application de l'article 16.2 de la loi du 20 mai 2005 relative à la régulation des activités postales, un rapport pour le Parlement.

Or, ce rapport n'a pas été transmis à l'ensemble de la représentation parlementaire mais simplement à quelques élus nationaux soigneusement choisis.

Ce rapport (*voir pièce jointe*) met en évidence que le coût de gestion des livrets A postaux est légèrement supérieur aux recettes perçues sur ce produit. Pour la Poste, c'est donc un produit déficitaire !

De quoi battre en brèche l'argument des concurrents de La Poste, qui dénoncent l'avantage indu dont bénéficierait l'établissement, seul distributeur du livret A avec les Caisses d'épargne.

Ce défaut manifeste d'information du Parlement est contraire aux principes constitutionnels qui régissent le fonctionnement de nos institutions républicaines.

Le Collectif "Pas touche au Livret A" dénonce le recours à de telles méthodes qui n'a qu'un seul but : privatiser à tout prix l'épargne populaire pour le plus grand bénéfice de quelques banques et dans le plus complet mépris de l'intérêt général (conditions de financement du logement social, lutte contre l'exclusion bancaire, maintien de la présence territoriale des réseaux de la Poste et des Caisses d'épargne, dans les quartiers sensibles et le monde rural notamment).